

conseil national du travail

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 SEXIES DU 30 MARS 2001 MODIFIANT
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 TER DU 5 MARS 1991
REPLACANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19
DU 26 MARS 1975 CONCERNANT L'INTERVENTION
FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR DANS LE
PRIX DES TRANSPORTS DES
TRAVAILLEURS**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 SEXIES

Séance du vendredi 30 mars 2001

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE
DE TRAVAIL N° 19 TER DU 5 MARS 1991 REMPLACANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 DU 26 MARS 1975 CONCERNANT
L'INTERVENTION FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR DANS
LE PRIX DES TRANSPORTS DES
TRAVAILLEURS

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 SEXIES DU 30 MARS 2001 MODIFIANT
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 TER DU 5 MARS 1991
REMPLAÇANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
N° 19 DU 26 MARS 1975 CONCERNANT L'INTERVENTION
FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR DANS LE PRIX DES
TRANSPORTS DES TRAVAILLEURS**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Considérant que l'intervention financière des employeurs dans le prix des transports des travailleurs est régie par la convention collective de travail n° 19 ter du 5 mars 1991, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 19 quinquies du 22 décembre 1992;

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-EINLEGING

05 -04- 2001

12 -04- 2001

N°

57.024

100/300

Considérant qu'au point I, 5 de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, les partenaires sociaux ont convenu "de supprimer le plafond salarial de 1,2 million pour l'intervention patronale" et qu'en vertu de ce même point, "l'intervention dans les frais d'abonnement (CCT n° 19) sera portée à 60% à partir du 1^{er} avril 2001";

Considérant qu'il doit être donné exécution à ce qui a été convenu dans l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 par l'adaptation de la CCT n° 19 ter.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 30 mars 2001, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1er

L'article 2, deuxième alinéa, de la convention collective de travail n° 19 ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19 quinquies du 22 décembre 1992, est abrogé.

Article 2

A l'article 4 de la même convention collective de travail, au point a), le pourcentage de "54%" est remplacé par "60%" et, au point b), le pourcentage de "50%" est remplacé par "56 %".

Article 3

Les travailleurs, qui sont titulaires d'un abonnement visé par la convention collective de travail n° 19 ter, dont la durée de validité n'a pas encore expiré au 1er avril 2001 et qui souhaitent continuer à utiliser ce titre de transport jusqu'à sa date d'expiration, ont droit, pour la période allant du 1er avril à cette date d'expiration, à :

- a) l'intervention de l'employeur visée par la convention collective de travail n° 19 ter si, à partir du 1er avril 2001, ils obtiennent le droit à l'intervention financière de l'employeur;
- b) une intervention majorée si, déjà avant le 1er avril 2001, ils bénéficiaient de l'intervention financière de l'employeur.

L'intervention visée au point a) et l'intervention majorée visée au point b) sont calculées sur la base de l'annexe à la présente convention collective de travail ; cette annexe fait partie intégrante de la présente convention collective de travail.

Article 4

L'annexe à la convention collective de travail n° 19 ter est supprimée.

Article 5

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} avril 2001.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation, doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement ; les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le trente mars deux mille un.

ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 SEXIES DU
30 MARS 2001 MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE
TRAVAIL N° 19 TER REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 CONCERNANT
L'INTERVENTION FINANCIERE DE
L'EMPLOYEUR DANS LE PRIX
DES TRANSPORTS DES
TRAVAILLEURS

Pour l'intervention sur la base de l'article 3, a) de la convention collective de travail n° 19 sexies du 30 mars 2001, il convient d'appliquer la méthode suivante:

- on vérifie combien de jours de validité restent à partir du 1^{er} avril 2001 et on compare ce chiffre au total pour lequel le titre de transport a été validé;
- on multiplie ce quotient arrondi, avec deux chiffres après la virgule, par le prix d'achat normal du titre de transport;
- le résultat de l'opération est alors multiplié par le pourcentage à charge de l'employeur à partir du 1^{er} avril 2001. Ce montant doit être remboursé au travailleur concerné.

Exemple

Sur un abonnement valable à partir du 10 mars 2001 jusqu'au 9 juin 2001, il reste, à partir du 1^{er} avril 2001, 70 jours de validité sur un total de 92.

→ $\frac{70}{92} = 0,76$

Le prix d'achat normal de l'abonnement est de 9.500 francs. A partir du 1^{er} avril, l'intervention de l'employeur est fixé à 60%.

→ $9.500 \times 0,76 = 7.220$

$7.220 \times 60 \% = 4.332 \text{ francs (intervention de l'employeur)}$

Pour l'intervention majorée sur la base de l'article 3, b) de la convention collective de travail n° 19 sexies du 30 mars 2001, il convient d'appliquer la méthode suivante :

- on vérifie combien de jours de validité restent à partir du 1^{er} avril 2001 et on compare ce chiffre au total pour lequel le titre de transport a été validé;
- on multiplie ce quotient arrondi, avec deux chiffres après la virgule, par le prix d'achat normal du titre de transport (1) et ensuite multiplié par la quote-part du travailleur déjà payée (2);
- le résultat de la première opération (1) est alors multiplié par le pourcentage à charge du travailleur à partir du 1^{er} avril 2001 et est ensuite déduit du résultat de la deuxième opération (2). Cette différence doit être remboursée au travailleur concerné.

Exemple

Sur un abonnement valable à partir du 10 mars 2001 jusqu'au 9 juin 2001, il reste, à partir du 1^{er} avril 2001, 70 jours de validité sur un total de 92.

$$\rightarrow \frac{70}{92} = 0,76$$

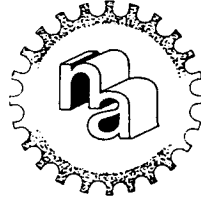
Le prix d'achat normal de l'abonnement est de 9.500 francs avec un intervention de l'employeur de 5.130 francs (54%) et une quote-part du travailleur de 4.370 francs (46%). A partir du 1^{er} avril 2001, l'intervention de l'employeur est portée à 60% et il reste dès lors 40% à charge du travailleur.

$$\rightarrow 9.500 \times 0,76 = 7.220$$

$$\rightarrow 4.370 \times 0,76 = 3.321$$

$$7.220 \times 40 \% = 2.888$$

$$3.321 - 2.888 = 433 \text{ francs (supplément à payer par l'employeur)}$$



nationale arbeidsraad

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 SEXIES VAN 30 MAART 2001
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
NR. 19 TER VAN 5 MAART 1991 TOT VERVANGING VAN DE
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 VAN
26 MAART 1975 BETREFFENDE FINANCIËLE
BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS IN
DE PRIJS VAN HET VERVOER
VAN DE WERKNEMERS**

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 SEXIES VAN 30 MAART 2001
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
NR. 19 TER VAN 5 MAART 1991 TOT VERVANGING VAN DE
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 VAN
26 MAART 1975 BETREFFENDE DE FINANCIËLE
BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS IN DE
PRIJS VAN HET VERVOER VAN
DE WERKNEMERS

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Overwegende dat de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers geregeld wordt bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter van 5 maart 1991, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 quinquies van 22 december 1992;

NEERLEGGING-DEPOT REGISTREERD

05 -04- 2001

12 -04- 2001

Nº

57.00

/60/300

Overwegende dat in het punt I, 5 van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 de sociale partners overeengekomen zijn om "het loonplafond van 1,2 miljoen voor de werkgeverstussenkomst af te schaffen" en dat volgens datzelfde punt "vanaf 1 april 2001 de tussenkomst in de abonnementskosten (CAO nr. 19) op 60 % (zal) gebracht worden";

Overwegende dat aan voornoemde afspraken in het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 uitvoering moet worden gegeven door de CAO nr. 19 ter aan te passen.

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 30 maart 2001 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

Artikel 2, tweede lid van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 quinquies van 22 december 1992, wordt opgeheven.

Artikel 2

In artikel 4 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt in punt a) het percentage van "54 %" vervangen door "60 %" en in punt b) het percentage van "50 %" vervangen door "56 %".

Artikel 3

De werknemers, die houder zijn van een bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter bedoeld abonnement, waarvan de geldigheidsduur nog niet verstreken is op 1 april 2001 en die dit vervoerbewijs verder wensen te gebruiken tot op de vervaldatum ervan, hebben vanaf 1 april tot op die vervaldatum recht op :

- a) de bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter bedoelde werkgeverstussenkomst indien zij vanaf 1 april 2001 het recht verkrijgen op de financiële bijdrage van de werkgever;
- b) een verhoogde tussenkomst indien zij reeds vóór 1 april 2001 de financiële bijdrage van de werkgever genoten.

De bij punt a) bedoelde tussenkomst en de bij punt b) bedoelde verhoogde tussenkomst worden berekend volgens de bijlage die bij deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd; deze bijlage maakt integraal deel uit van onderhavige overeenkomst.

Artikel 4

De bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter is opgeheven.

Artikel 5

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 april 2001.

Zij zal op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij kunnen herzien of opgezegd worden, met een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties gaan de verbintenis aan deze, binnen de termijn van één maand na ontvangst, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op dertig maart tweeduizend en één.

/ x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

cao nr. 19 sexies.

9

**BIJLAGE BIJ COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 SEXIES VAN 30
MAART 2001 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMST NR. 19 TER TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 BETREFFENDE DE
FINANCIELE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS
IN DE PRIJS VAN HET VERVOER
VAN DE WERKNEMERS**

Voor de tussenkomst op grond van artikel 3, a) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 sexies van 30 maart 2001 dient de volgende werkwijze te worden toegepast :

- er wordt nagegaan hoeveel geldigheidsdagen er overblijven vanaf 1 april 2001 en dit aantal wordt vergeleken met het totaal aantal dagen waarvoor het vervoerbewijs geldig werd gemaakt;
- dit afgerond quotiënt, met 2 cijfers na de komma, wordt vermenigvuldigd met de normale kostprijs van het vervoerbewijs;
- het resultaat van die bewerking wordt vermenigvuldigd met het percentage dat vanaf 1 april 2001 ten laste is van de werkgever. Dit bedrag moet aan de betrokken werknemer worden terugbetaald.

Voorbeeld

Op een abonnement geldig vanaf 10 maart 2001 tot 9 juni 2001 blijven op 1 april 2001 nog 70 geldigheidsdagen op een totaal van 92.

$$\rightarrow \frac{70}{92} = 0,76$$

De normale kostprijs van het abonnement is 9.500 frank. Vanaf 1 april wordt de tussenkomst van de werkgever vastgesteld op 60 %.

$$\rightarrow 9.500 \times 0,76 = 7.220$$

$$7.220 \times 60 \% = 4.332 \text{ frank (werkgeverstussenkomst)}$$

Voor de verhoogde tussenkomst op grond van artikel 3, b) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 sexies van 30 maart 2001 dient de volgende werkwijze te worden toegepast :

- er wordt nagegaan hoeveel geldigheidsdagen er overblijven vanaf 1 april 2001 en dit aantal wordt vergeleken met het totaal aantal dagen waarvoor het vervoerbewijs geldig werd gemaakt;
- dit afgerond quotiënt, met 2 cijfers na de komma, wordt vermenigvuldigd met de normale kostprijs van het vervoerbewijs (1) en vervolgens ook vermenigvuldigd met de reeds betaalde bijdrage van de werknemer (2);
- het resultaat van de eerste bewerking (1) wordt vermenigvuldigd met het percentage dat vanaf 1 april 2001 ten laste is van de werknemer en wordt vervolgens afgetrokken van het resultaat van de tweede bewerking (2). Dit verschil moet aan de betrokken werknemer worden terugbetaald.

Voorbeeld

Op een abonnement geldig vanaf 10 maart 2001 tot 9 juni 2001 blijven op 1 april 2001 nog 70 geldigheidsdagen op een totaal van 92.

$$\rightarrow \frac{70}{92} = 0,76$$

De normale kostprijs van het abonnement is 9.500 frank met een tussenkomst van de werkgever van 5.130 frank (54 %) en een bijdrage van de werknemer van 4.370 frank (46 %). Vanaf 1 april 2001 wordt de tussenkomst van de werkgever opgetrokken tot 60 % wat betekent dat er nog 40 % ten laste blijft van de werknemer.

$$\rightarrow 9.500 \times 0,76 = 7.220$$

$$\rightarrow 4.370 \times 0,76 = 3.321$$

$$7.220 \times 40 \% = 2.888$$

$$3.321 - 2.888 = 433 \text{ frank (door de werkgever te betalen toeslag)}$$